



Direction de la Communication du Groupe

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

N°20255038

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

**PRESTATIONS DE GESTION COMPLETE DES EVENEMENTS ET
SERVICES ASSOCIES POUR LE GROUPE CAISSE DES DEPOTS**

SOMMAIRE

Article 1 – Dispositions générales de l'accord-cadre.....	4
1.1 – Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2 – Décomposition de l'accord-cadre	4
1.3 – Forme et nature de l'accord-cadre	4
1.4 – Montant maximum de l'accord-cadre	5
1.5 – Durée de l'accord-cadre.....	5
1.6 – Modalités de suivi de l'accord-cadre	5
1.7 – Réalisation de prestation similaire.....	6
Article 2 – Pièces contractuelles.....	6
2.1 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre.....	6
2.2 – Pièces contractuelles des marchés subséquents	6
Article 3 - Conditions d'attribution des bons de commande – Lots 1, 2 et 3	7
3.1 – Généralités d'attribution des bons de commande	7
3.2 – Prestations sur devis – complémentaire au bon de commande.....	7
Article 4 – Dispositions générales des marchés subséquents – Lots 1, 2 et 4.....	8
4.1 – Forme marchés subséquents	8
4.2 – Modalités de conclusion des marchés subséquents	8
4.2.1 Définition du besoin et demande de devis	8
4.2.2 Contractualisation du marché subséquent	9
4.3 – Prix plafonds et maximums pour les marchés subséquents issus des lots 1, 2 et 4	9
4.4 – Durée des marchés subséquents	10
4.5 – Conditions d'exécution des marchés subséquents	11
4.5.1. Délais d'exécution	11
4.5.2. Profils contractualisés dans le cadre d'un marché subséquent	11
4.5.2. Marché subséquent exécuté à Bons de commande	11
Article 5 – Protection des données à caractère personnel	12
Article 6 – Conditions générales d'exécution des prestations	12
6.1 – Obligations générales du Titulaire	12
6.2 – Obligations de l'Acheteur.....	13
6.3 – Confidentialité.....	13
6.5 – Obligation de conseil et de mise en garde	14
6.6 – Conflit d'intérêt.....	14
6.7 – Force majeure	15
6.8 – Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents	15
6.9 – Travail clandestin	16
6.10 – Restitutions des données	16
6.11 – Disponibilité et compétences des intervenants	16
6.12 – Clause de réexamen	16
Article 7 – Prix	17
7.1 – Caractéristiques des prix de l'accord-cadre	17
7.2 – Modalités de variation des prix de l'accord-cadre des lots 1 et 4.....	17
7.3 – Modalités de variation des prix de l'accord-cadre du lot 2.....	18
7.4 – Modalités de variation des prix de l'accord-cadre du lot 3.....	18
7.5 – Caractéristiques des prix des marchés subséquents issus des lots 1, 2 et 4.....	19
Article 8 – Modalités de règlement des comptes.....	19
8.1 – Avance	19
8.2 – Garanties Financières	19
8.3 – Acomptes et paiement partiels définitifs	19
8.4 – Présentation des demandes de paiement	19
8.5 – Délai global de paiement	21
8.6 – Paiement des cotraitants	21
8.7 – Paiement des sous-traitants	21
Article 9 – Constatation de l'exécution des prestations.....	21
9.1 – Vérifications	21
9.2 - Décision après vérification.....	22

Article 10 – Pénalités	22
10.1 – Conditions générales d’application des pénalités	22
10.2 – Pénalités de retard des prestations	23
10.3 – Pénalités pour non-respect des clauses des CCTP	23
10.4 – Pénalité pour retard dans la transmission du devis	23
10.5 – Pénalité pour incapacité à répondre à des marchés subséquents	23
10.6 – Pénalité pour réponse à une sollicitation hors périmètre du CCTP	23
10.7 – Pénalité pour non-respect de la législation du travail	23
10.8 – Pénalités pour non-respect des obligations environnementales	23
Article 11 – Droit de propriété intellectuelle	24
11.1 - Propriété des éléments de l’Acheteur	24
11.2 - Propriété des résultats et livrables	24
Article 12 – Responsabilités et Assurances	25
12.1 – Responsabilité contractuelle du Titulaire	25
12.2 – Assurances	25
Article 13 – Résiliation de l’Accord-cadre.....	26
13.1 – Conditions de résiliation de l'Accord-cadre	26
13.2 – Conditions de résiliation des marchés subséquents	26
13.3 – Conditions en cas de redressement ou liquidation judiciaire	27
Article 14 – Règlement des litiges et langues.....	27
Article 15 – Clauses complémentaires	27
15.1 – Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT.....	27
15.2 – Information sur le dispositif de déontologie de l’Acheteur	27
15.3 – Information du Titulaire s’agissant de la lutte contre la corruption	28
15.4 – Régularité administrative du Titulaire.....	28
15.5 – Prise en compte des préoccupations environnementales	28
Article 16 – Dérogations au CCAG – Fournitures courantes et services.....	29

Article 1 – Dispositions générales de l'accord-cadre

1.1 – Objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent un Accord cadre pour des **prestations de gestion complète des événements et services associés pour le Groupe Caisse des Dépôts**.

L'accord-cadre est passé par un groupement d'achat, conclu entre la CDC et certaines filiales du groupe Caisse des Dépôts mentionnées ci-après, dont le coordonnateur est la CDC (ci-après « le coordonnateur ») :

- CDC Informatique (ICDC)
- CDC Biodiversité

Le groupement d'achat souhaite optimiser sa force d'achat en mutualisant l'achat de prestations événementielles avec pour objectifs de :

- Sélectionner des agences par champ d'intervention ;
- Proposer une offre cohérente et complète intégrant les dimensions sociales et environnementales (RSE) ;
- Garantir un niveau de service global et de qualité ;
- Mutualiser et optimiser les coûts ;
- Améliorer les circuits internes et le pilotage.

Le terme « Accord-cadre » désigne le présent contrat constitué des documents énumérés à l'article 2 du CCAP. L'accord-cadre définit les termes régissant les marchés passés sur son fondement (désignés ci-après « marchés subséquents ») pour l'exécution des prestations prévues dans ledit accord-cadre. Ses conditions sont applicables à l'ensemble des relations contractuelles des Parties dans le cadre desdits marchés subséquents, sauf accord exprès contraire stipulé dans lesdits marchés.

Dans le présent document, on entend par « Titulaire » l'opérateur économique pour lequel le présent Accord-Cadre a été notifié.

Les prestations attendues sont détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Lieu(x) d'exécution : France Métropolitaine, DOM et exceptionnellement à l'étranger.

1.2 – Décomposition de l'accord-cadre

La consultation est allotie comme suit :

- Lot 1 : Prestations d'organisation d'événements institutionnels et métiers
- Lot 2 : Prestations techniques et audiovisuelles
- Lot 3 : Prestations d'accueil et de logistiques événementiels
- Lot 4 : Prestations d'accompagnement au déploiement du Hub des Territoires

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre.

1.3 – Forme et nature de l'accord-cadre

Les lots **1 et 2** sont des **accords-cadres mono-attributaire**, exécuté par le biais de bons de commande et de marchés subséquents. Ils sont **traités à prix unitaires**, par application des prix indiqués dans la grille tarifaire.

Le lot 3 est un **accord-cadre mono-attributaire**, exécuté par le biais de bon de commande émis au fur et à mesure des besoins. Il est **traité à prix unitaires**, par application des prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires.

Le lot 4 est un **accord-cadre mono-attributaire**, exécuté par le biais de **marchés subséquents émis au fur et à mesure des besoins**. Il est **traité à prix unitaires**, par application des prix indiqués dans la grille tarifaire.

Les marchés subséquents et les bons de commande issus des accords-cadres seront attribués dans les conditions définies aux articles 3 et 4 du présent CCAP.

Le Titulaire de l'accord-cadre sera consulté, à la survenance du besoin, pour la réalisation des missions.

L'Acheteur se réserve la possibilité de traiter hors du présent accord-cadre des prestations exceptionnelles, de par leur complexité ou leurs conditions de mise en œuvre, pouvant nécessiter des procédures peu compatibles avec le fonctionnement de l'accord-cadre. Il pourra en être de même en cas de consultation pour l'attribution d'un marché subséquent restée infructueuse ou déclarée sans suite.

1.4 – Montant maximum de l'accord-cadre

Le **lot 1** est conclu sans montant minimum mais avec un **montant maximum de 16 802 400 € HT**, réparti comme suit entre les membres du groupement :

- **CDC** : 15 000 000 € HT
- **CDC Informatique** : 1 800 000 € HT
- **CDC Biodiversité** : 2 400 € HT

Le **lot 2** est conclu sans montant minimum mais avec un **montant maximum de 940 000 € HT**, réparti comme suit entre les membres du groupement :

- **CDC** : 900 000 € HT
- **CDC Biodiversité** : 40 000 € HT

Le **lot 3** est conclu sans montant minimum mais avec un **montant maximum de 800 000 € HT**, réparti comme suit entre les membres du groupement :

- **CDC** : 600 000 € HT
- **CDC Biodiversité** : 200 000 € HT

Le **lot 4** est conclu sans montant minimum mais avec un **montant maximum de 4 000 000 € HT**.

Ces montants portent sur la durée totale de l'accord-cadre, toutes reconductions comprises.

1.5 – Durée de l'accord-cadre

Les lots 1, 2 et 3 de l'accord-cadre sont conclus pour une durée d'**un an à compter du 15 décembre 2025**. Si la date de notification est postérieure au 15 décembre 2025, l'accord-cadre débutera à sa date de notification.

Le **lot 4** est conclu pour une durée d'**un an** à compter de sa date de notification.

Les 4 lots de l'accord-cadre pourront être **reconduit tacitement 3 fois** pour une nouvelle durée d'un (1) an sans que la durée totale de l'accord-cadre ne puisse excéder 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'Acheteur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction. La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre ne donne droit à aucune indemnité.

La notification est réalisée via la plateforme de dématérialisation de l'Acheteur. La date de notification est la date de l'accusé de réception ou à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur.

1.6 – Modalités de suivi de l'accord-cadre

Le Titulaire précisera les coordonnées d'un interlocuteur unique et de son remplaçant ou d'une boîte mail générique, pour assurer l'interface du Titulaire avec l'Acheteur, s'agissant notamment de l'ensemble des questions logistiques, administratives et/ou financières. Responsable du suivi global de la procédure, cet interlocuteur recevra les projets de marchés subséquents dans le cadre des diverses consultations. Cet interlocuteur sera aussi le point de contact de la direction des achats dans le cadre des bons de commandes passés.

En cas de remplacement, la société notifie immédiatement à l'Acheteur les coordonnées du nouvel interlocuteur et prendra toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise.

Les coordonnées de l'interlocuteur unique de l'Acheteur seront précisées dans chaque marché subséquent.

Le suivi de l'accord-cadre sera réalisé par le Pôle Pilotage, performance et contrôle des achats.

1.7 – Réalisation de prestation similaire

L'Acheteur pourra confier au Titulaire de l'accord-cadre, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un nouvel accord-cadre ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du marché initial.

Article 2 – Pièces contractuelles

En cas de contradiction entre les pièces constitutives de l'accord-cadre et les pièces constitutives des marchés subséquents, les dispositions des pièces constitutives de l'accord-cadre prévaudront.

Ces documents pourront être modifiés par voie d'avenants, chaque avenant ayant un rang identique au document qu'il complète ou modifie.

En concluant l'accord-cadre avec l'Acheteur, le Titulaire accepte sans réserve, le présent CCAP. Toutes conditions générales de vente du Titulaire contraires au présent document sont inopposables à l'Acheteur.

2.1 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Pour chaque lot, les pièces de l'Accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- **L'acte d'engagement (AE)** et son annexe financière :
 - La grille de tarifs plafonds propre à chacun des lots 1, 2 et 4.
 - Le bordereau des prix unitaires propre au lot 3.
- **Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** et ses annexes dont :
 - L'annexe relative à l'utilisation de la plateforme de facturation pour la CDC ;
 - L'annexe relative au traitement des données à caractère personnel (RGPD) ;
 - L'annexe relative à l'attestation sur l'honneur à fournir par la personne morale qui s'engage pour son compte et celui des intervenants qu'ils ne sont pas de situation de conflits d'intérêts.
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot et leurs annexes ;**
- **Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres ;**
- **La réponse technique du Titulaire ;**
- **Les bons de commande, le cas échéant.**

2.2 – Pièces contractuelles des marchés subséquents

Les pièces contractuelles de chaque marché subséquent sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- **Le devis valant acte d'engagement ou l'acte d'engagement du marché subséquent ;**
- **La fiche ou bon de commande valant cahier des charges du marché subséquent ;**
- **La proposition tarifaire détaillée remise par le Titulaire dans son offre pour le marché subséquent ;**
- **Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres ;**
- **Les bons de commande ;**
- **Le cas échéant un mémoire technique du Titulaire (synthèse détaillée des propositions) ;**
- **Le cas échéant, les bons de commande émis en exécution de l'accord-cadre et ou du marché subséquent ;**
- **Le cas échéant, l'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4).**

Article 3 - Conditions d'attribution des bons de commande – Lots 1, 2 et 3

3.1 – Généralités d'attribution des bons de commande

L'attribution des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence.

Pour les lots 1 et 2, tout besoin dont l'estimation est inférieure à 200 000 € HT fera l'objet de l'émission d'un bon de commande. Cependant, si des prestations complémentaires à l'événement ne figurent pas dans la grille tarifaire mais sont incluses dans l'estimation, l'acheteur pourra demander au titulaire un devis complémentaire au bon de commande, conformément aux conditions décrites à l'article 3.2 du présent document.

Dans le cas où les prestations complémentaires faisant l'objet d'un devis s'avèraient substantielles en termes de montant, un marché subséquent devra être établis selon les dans les conditions décrites à l'article 4 du présent document.

Quels que soient les modalités d'achats appliquées, bon de commande ou marché subséquent, le titulaire est tenu d'appliquer les prix figurant dans l'annexe financière ainsi que les tarifs maximums imposés, conformément à l'article 4.3 du présent document.

Les prestations sont exécutées sur notification préalable d'un bon de commande au Titulaire par l'acheteur. Ce dernier émet les bons de commande en fonction de ses besoins.

Les mentions figurant sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- la date et le numéro de l'Accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la durée et/ou les délais d'exécution des prestations (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande, par référence aux prix figurant dans le bordereau des prix du présent Accord-cadre ;
- les délais laissés le cas échéant au Titulaire pour formuler ses observations ;

Les bons de commande sont notifiés au Titulaire par mail ou par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sauf décision contraire de l'Acheteur, le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date de début de la prestation qui sera précisée dans ledit bon de commande.

Seuls les bons de commande signés par l'Acheteur peuvent être honorés par le Titulaire.

L'Acheteur a la possibilité de notifier des bons de commande au Titulaire jusqu'au dernier jour de validité de l'Accord-cadre. L'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance de l'Accord-cadre peut être poursuivie au-delà de cette date. Toutefois, dans ce cas, l'Acheteur ne peut notifier au Titulaire des bons de commande dont la durée d'exécution aboutirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

L'annulation par l'Acheteur d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors qu'il n'a donné lieu à aucun commencement d'exécution. Dans le cas contraire, le Titulaire est indemnisé, sur présentation de justificatifs, des dépenses utiles qu'il a engagées pour l'exécution du bon de commande, à l'exclusion de toute autre indemnité.

3.2 – Prestations sur devis – complémentaire au bon de commande

L'Acheteur peut demander un devis pour une prestation complémentaire au bon de commande, rendue indispensable et ne figurant pas au bordereau des prix unitaires.

Demande de l'Acheteur

Lorsqu'il souhaite passer commande de prestation sur devis, l'Acheteur adresse au titulaire l'ensemble des éléments lui permettant d'établir le devis. Pour élaborer sa demande, l'Acheteur peut s'appuyer sur les dispositions du présent accord-cadre et prendre conseil auprès du titulaire, sans que les recommandations de celui-ci ne le lient d'aucune manière.

Proposition du titulaire

Dans un délai précisé dans la demande de l'Acheteur, le titulaire transmet une proposition technique et financière (« devis »).

Pour toutes les demandes et de manière impérative, la proposition technique et financière :

- reprend et répond à chacune des demandes de l'Acheteur ;
- précise le prix HT et TTC de ou des prestations.

Vérification de la proposition technique et financière du titulaire

La proposition technique et financière fait l'objet d'un examen contradictoire entre l'Acheteur et le titulaire. Dans ce cadre, l'Acheteur se réserve la faculté de demander au titulaire de compléter ou de corriger sa proposition technique et financière en particulier concernant le périmètre de la prestation et le prix associé.

L'acheteur se réserve la faculté de ne pas donner suite à un devis adressé par le titulaire.

Article 4 – Dispositions générales des marchés subséquents – Lots 1, 2 et 4

4.1 – Forme marchés subséquents

La forme de chaque marché subséquent est déterminée par ledit marché subséquent.

Ils peuvent être conclus à prix forfaitaire ou exécutés par bons de commande successifs émis par l'Acheteur qui en est signataire, ou bien combiner ces deux formes de prix. La forme du prix est déterminée par ledit marché subséquent.

4.2 – Modalités de conclusion des marchés subséquents

Pour les **lots 1 et 2**, la passation d'un marché subséquent est déclenchée par la survenance d'un besoin dont l'**estimation dépasse 200 000 € HT**, conformément aux dispositions du présent Accord-cadre.

Concernant le **lot 4**, son exécution s'effectue **exclusivement par le biais de marchés subséquents**.

4.2.1 Définition du besoin et demande de devis

L'Acheteur communique alors au Titulaire, par voie dématérialisée, une **fiche valant cahier des charges**, détaillant les éléments suivants :

- Le calendrier avec la date et l'heure limites de réception du devis ;
- La durée du marché subséquent, les délais d'exécution et la date prévisionnelle de démarrage des prestations ;
- Les éléments attendus dans les dossiers d'offres remis par le Titulaire ;
- Les coordonnées auxquelles le Titulaire peut adresser toute demande de renseignements ;
- L'objet des prestations attendues, lesquelles doivent figurer parmi les prestations mentionnées au CCTP de l'Accord-cadre, et les livrables correspondant attendus le cas échéant ;
- Le découpage éventuel du marché subséquent en phases ou tranches ;
- La forme du prix des prestations ;
- Les contraintes particulières liées à la prestation ;
- Les conditions éventuelles dans lesquelles les Titulaires peuvent proposer des **variantes ou des prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**, portant exclusivement sur des prestations prévues à l'Accord-cadre, ainsi que leurs modalités de présentation. À défaut de telles précisions, les variantes ou PSE ne sont pas autorisées.

Le Titulaire de l'accord-cadre transmettra son offre par voie dématérialisée (courriel) à l'adresse indiquée dans la fiche valant cahier des charges, **dans un délai de quinze (15) jours maximums**, sauf indication contraire dans fiche valant cahier des charges.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à formuler une réponse à l'occasion de chaque marché subséquent.

Si le Titulaire de l'accord-cadre est dans l'impossibilité de répondre au marché subséquent, quelle qu'en soit la raison, il doit en avertir l'Acheteur par courriel dans le délai imparti pour la remise de l'offre et motiver son absence de réponse.

Par ailleurs, l'attention du Titulaire est attirée sur le fait que **l'incapacité à honorer une sollicitation pour un marché subséquent** pourra entraîner l'application de pénalités (telles que prévues au sein du présent CCAP), voire la résiliation du présent Accord-cadre conformément à l'article 13 ci-après.

L'offre du Titulaire comprend à minima et sous réserve de la demande de pièces ou d'informations supplémentaires spécifiée dans la fiche valant cahier des charges transmise par l'Acheteur :

- La demande de devis complétée et signée ;
- Une proposition d'intervention (stratégique et scénographique) détaillée ;
- Une proposition tarifaire détaillée, respectant les prix plafonds (profils, taux de commission sur les prestations sous-traitées, ainsi que taux de dégressivité le cas échéant).
 - Pour les lots n°1 et 4, le taux de commission applicable aux prestations sous-traitées doit être clairement précisé, en indiquant la base sur laquelle il s'applique. De plus, chaque prestation sous-traitée doit figurer explicitement dans la proposition tarifaire.
 - Pour le lot n° 2, le taux de remise applicable au catalogue d'équipements techniques et audiovisuels traitées doit être clairement précisé, en indiquant la base sur laquelle il s'applique.

Le Titulaire de l'accord-cadre devra répondre obligatoirement avant les date et heure indiquées dans la demande de devis.

Tous les marchés subséquents peuvent faire l'objet d'une négociation technique et financière.

Le délai de validité des offres est de 45 jours à compter de la date limite de dépôts des offres fixée dans la fiche valant cahier des charges du marché subséquent.

4.2.2 Contractualisation du marché subséquent

Pour les marchés subséquents, un acte d'engagement sera établi et envoyé via la plateforme achat (PLACE) au titulaire. L'acte d'engagement du marché est signé par le Titulaire et envoyé à l'Acheteur concerné.

Dès lors que les termes du marché subséquent sont définitivement arrêtés, l'acte d'engagement du marché est signé par le Titulaire et envoyé à l'Acheteur concerné. La notification du marché subséquent est effective à compter de la réception par le Titulaire d'une copie des pièces constitutives dudit marché (à l'exception des pièces constitutives de l'Accord-Cadre), revêtues de la signature du Titulaire et de l'Acheteur concerné aux endroits requis. La notification s'effectue électroniquement via la plateforme du profil acheteur.

L'Acheteur peut à tout moment mettre fin à la procédure d'attribution d'un marché subséquent en la classant sans suite.

4.3 – Prix plafonds et maximums pour les marchés subséquents issus des lots 1, 2 et 4

Les prix plafonds sont établis en fonction des compétences, de l'expérience et des responsabilités associées à chaque profil, et sont destinés à encadrer les coûts des prestations fournies dans le cadre du marché public. Ils ne pourront en aucun cas être dépassés. Les prix plafonds fixés pour chaque profil sont établis dans le but de garantir une juste rémunération des prestations tout en assurant la maîtrise des coûts pour l'acheteur public, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Chaque candidat devra proposer un tarif plafond pour les profils listés à l'annexe financière.

Afin d'encadrer de manière optimale les coûts, **l'acheteur a fixé un maximum par prix plafond pour certains profils.**

Les maximums, exprimés en euros hors taxe, pour chaque profil sont fixés comme suit :

Profils	Prix maximum imposés par profil en € HT
Prestations de directeur de Clientèle	790,00 €
Prestations de directeur de projet	770,00 €
Prestations de chef de projet	640,00 €
Prestations d'assistant chef de projet	440,00 €

Prestations de directeur de projet digital	820,00 €
Prestations de chef de projet digital	600,00 €
Prestations de directeur Artistique	850,00 €
Prestations de planneur stratégique	920,00 €
Prestations de concepteur rédacteur	820,00 €
Prestations de graphiste exécution	500,00 €
Intégrateur HTML	640,00 €
Prestations de directeur de production	820,00 €
Prestations d'assistant de production	440,00 €
Prestations de directeur technique	800,00 €
Prestations de régisseur technique	630,00 €
Prestations de régisseur général	700,00 €
Chargé de chantier	570,00 €
Prestations d'assistant régisseur	500,00 €
Chef d'équipe	480,00 €
Prestations de chef décorateur/ scénographe	530,00 €
Prestations de roads	310,00 €
Prestations de réalisateur	910,00 €
Prestations de rédacteur en chef	1 140,00 €
Prestations de directeur logistique	680,00 €
Prestations d'assistant logistique	450,00 €

Pour le lot 4, les maximums, exprimés en euros hors taxe, pour chaque profil sont fixés comme suit :

Profils	Prix <u>MAXIMUM</u> imposés par profil (en jour/homme € HT)
Prestations de directeur de projet	770,00 €
Prestations de chef de projet senior	700,00 €
Prestations de chef de projet junior	640,00 €
Prestations de directeur de projet digital	820,00 €
Prestations de chef de projet digital	600,00 €
Prestations de directeur Artistique	850,00 €
Prestations de concepteur rédacteur	820,00 €
Prestations de graphiste exécution	500,00 €
Prestations de directeur technique	800,00 €
Prestations de régisseur technique	630,00 €
Prestations de chef décorateur/ scénographe	530,00 €
Prestations de réalisateur	910,00 €
Prestations de rédacteur en chef	1 140,00 €
Prestations de directeur logistique	680,00 €
Consultant en secteur public local senior (expérience à partir de 8 ans et inférieure à 15 ans)	1 400,00 €
Consultant en innovation senior (expérience à partir de 8 ans et inférieure à 15 ans)	1 400,00 €

4.4 – Durée des marchés subséquents

La durée de chaque marché subséquent et ses modalités d'entrée en vigueur sont déterminées par les stipulations dudit marché.

L'Acheteur aura la possibilité de lancer des marchés subséquents jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Il ne pourra cependant retenir une date de passation et une durée d'exécution telles que l'exécution dudit marché subséquent se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaîtraient l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

4.5 – Conditions d'exécution des marchés subséquents

4.5.1. Délais d'exécution

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations et de remise des livrables sont fixés à chaque marché subséquent dans la fiche de mission valant cahier des charges ou, à défaut, à chaque bon de commande émis sur la base du marché subséquent. Sauf mention contraire dans le marché subséquent ou le bon de commande, le délai d'exécution ou de livraison commence à courir à compter de la date de notification du marché subséquent ou du bon de commande.

Le non-respect de ces délais peut le cas échéant justifier l'application de pénalités. Le montant et les conditions d'application des pénalités éventuellement applicables en cas de non-respect des délais contractuels d'exécution des prestations sont spécifiés dans le présent CCAP.

Dans l'hypothèse où, aux termes des Documents Contractuels, plusieurs délais d'exécution différents peuvent être appliqués à une même prestation, le Titulaire s'engage à respecter le délai le plus favorable à l'Acheteur.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'Acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI. Par dérogation à cet article, le délai dont dispose le titulaire pour signaler à l'Acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché subséquent dans le délai contractuel est ramené à cinq (5) jours ouvrés.

4.5.2. Profils contractualisés dans le cadre d'un marché subséquent

Toute substitution de profils doit être préalablement approuvée par l'Acheteur. Le Titulaire doit soumettre les qualifications et expériences des nouveaux profils proposés pour validation. L'Acheteur se réserve le droit de refuser tout profil ne répondant pas aux exigences initiales. Le Titulaire devra lui proposer d'autres profils sans quoi l'Acheteur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité pour non-respect des profils présentés dans le marché subséquent.

4.5.2. Marché subséquent exécuté à Bons de commande

Les marchés subséquents sont émis à la survenance du besoin et peuvent comprendre l'émission de bons de commande en application du bordereau de prix unitaires contractualisé dans le marché.

Ces prestations unitaires sont exécutées sur notification préalable d'un bon de commande au Titulaire par l'Acheteur. L'Acheteur émettra les bons de commande en fonction de ses besoins **par application aux quantités réellement exécutées des prix indiqués dans le bordereau de prix unitaires** du marché subséquent concerné.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- la date et le numéro de l'Accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- La quantité de prestation attendue
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant au Titulaire pour formuler ses observations ;
- la durée d'exécution des prestations ;
- En cas d'appel à un sous-traitant, son nom ou sa raison sociale.

Les bons de commande sont notifiés au Titulaire par mail et pourront être émis en fonction des besoins de l'Acheteur, tout au long de l'exécution du Marché subséquent.

L'annulation par l'Acheteur d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors qu'il n'a donné lieu à aucun commencement d'exécution. Dans le cas contraire, le Titulaire est indemnisé, sur présentation de justificatifs, des dépenses utiles qu'il a engagées pour l'exécution du bon de commande, à l'exclusion de toute autre indemnité.

Sauf stipulation différente des documents du Marché subséquent, le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date de notification de ce bon de commande au Titulaire.

Seuls les bons de commande signés par un représentant de l'Acheteur pourront être honorés par le Titulaire

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation préalable avec le Titulaire. L'Acheteur a la possibilité de notifier des bons de commande au Titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché subséquent.

L'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance du Marché subséquent peut être poursuivie au-delà de cette date. Toutefois, dans ce cas, l'Acheteur ne peut notifier au Titulaire des bons de commande dont la durée d'exécution aboutirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Article 5 – Protection des données à caractère personnel

Chacune des parties s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données personnelles, notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et mise à jour, et le Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (la « Réglementation Protection des Données Applicable »).

Dans le cadre du présent Accord-cadre, le Titulaire peut avoir accès à des données à caractère personnel lors de la réalisation de la mission objet de l'Accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à respecter les stipulations de l'annexe « Traitement de données personnelles » (RGPD) jointe au présent CCAP qui fournit le cadre contractuel applicable entre l'Acheteur, agissant comme Responsable de Traitement et le Titulaire agissant comme sous-traitant au sens de la Réglementation Protection des Données Applicable.

Ainsi, il mettra en œuvre les moyens nécessaires à la sécurité de ces données et ne les traitera que selon les instructions de l'Acheteur.

De manière générale, le Titulaire s'engage à ne pas réutiliser, céder ou mettre à disposition des tiers, hormis dans les conditions définies pour l'exécution de l'Accord-cadre pour quelque cause que ce soit, les données personnelles qu'il serait amené à traiter pour le compte de l'Acheteur au titre du présent Accord-cadre.

Toute évolution réglementaire en matière de protection des données personnelles qui pourrait donner lieu à un renforcement des obligations du Titulaire au titre du présent Article sera mise en œuvre par le Titulaire à ses frais, dans les délais impartis par la nouvelle réglementation.

Pour information, les modalités de contact des personnes en charge de ces demandes sont :

Pour la CDC : dpo@caissedesdepots.fr

Article 6 – Conditions générales d'exécution des prestations

Les prestations doivent être conformes aux stipulations de l'Accord-cadre et aux règles en vigueur dans le secteur professionnel concerné.

6.1 – Obligations générales du Titulaire

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations de l'Accord-cadre conformément aux meilleurs usages de la profession et à fournir à l'Acheteur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par cette dernière. Les normes et spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date de notification du présent accord-cadre. Sauf stipulation contraire de l'Accord-cadre, le Titulaire est tenu d'une **obligation de résultat pour ses objectifs quantifiables et une obligation de moyens renforcés** quant à la bonne exécution des prestations au regard des stipulations de l'Accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par l'Acheteur avant ou pendant la réalisation des prestations.

En outre, le Titulaire s'engage à respecter les Règles de Sécurité des Systèmes d'Information pour les Prestataires de Services (RSSIPS), telle que visée en annexe.

Le Titulaire a obligation de communiquer dans les plus brefs délais à l'Acheteur, toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution de l'Accord-cadre / du marché subséquent telle que, notamment, l'identité de la ou

des personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes chargées de l'exécution de l'Accord-cadre / du marché subséquent.

Le Titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations au regard des Documents Contractuels, faisant suite à un changement d'intervenant, constitue un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Ces intervenants demeurent néanmoins **sous l'autorité hiérarchique du Titulaire**, qui est seul habilité à donner des instructions à ses collaborateurs et, le cas échéant, à les sanctionner. Les prestataires exécutent leurs missions dans des conditions exclusives de tout lien de subordination vis-à-vis de l'Acheteur.

Par ailleurs, les intervenants du Titulaire s'engagent à participer, sur invitation de l'Acheteur, à toutes les réunions de travail relatives à l'exécution des prestations de l'Accord-cadre / du marché subséquent.

6.2 – Obligations de l'Acheteur

L'Acheteur s'engage à fournir au Titulaire, à titre strictement confidentiel, toutes informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins dans le cadre de l'accord-cadre / du marché subséquent. D'une manière générale, il s'engage à mettre à la disposition du Titulaire, tous documents et informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

6.3 – Confidentialité

Le Titulaire s'engage à garder strictement confidentiels les documents, informations de quelque nature qu'ils soient, concernant notamment l'Acheteur, qui lui auront été communiqués par quelque moyen que ce soit ou dont il aura eu connaissance à l'occasion de la procédure de mise en concurrence au terme de laquelle il a été sélectionné ou de l'exécution de l'accord-cadre / du marché subséquent.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pour une durée de deux années après l'expiration de l'accord-cadre / du marché subséquent pour quelque cause que ce soit.

Le respect de cette obligation de confidentialité sera notamment assuré par les moyens suivants, sous réserve de stipulations particulières :

- ◆ le Titulaire s'engage, au choix de l'Acheteur, à restituer à ce dernier ou à détruire l'intégralité des documents dont il a pu avoir connaissance au cours de l'accord-cadre / du marché subséquent. Dans ce cas, le Titulaire devra, à première demande, fournir une attestation à l'Acheteur garantissant qu'il a bien procédé à cette destruction. Il est toutefois autorisé à en conserver une copie unique, à titre d'archive, et uniquement à des fins de respect d'obligations légales, comptables ou réglementaires ; cette copie doit être conservée dans des conditions strictes de confidentialité ;
- ◆ les éventuels moyens informatiques mis en œuvre par le Titulaire pour l'exécution de ses obligations contractuelles, et notamment les postes de travail et outils de sauvegarde, seront conformes aux règles de sécurité définies par l'Acheteur ; sauf procédure exceptionnelle approuvée par l'Acheteur, il ne sera pas utilisé de support de stockage magnétique ou électronique externe (clé USB, disque amovible ou autre) ;
- ◆ le Titulaire prend tous les précautions d'usage pour la protection et l'intégrité des données et informations, et aux éléments auxquels il a accès dans le cadre de l'accord-cadre / du marché subséquent. Il prend par ailleurs toutes les mesures permettant, à la suite d'un incident, la restauration dans leur intégrité des données affectées par ledit incident pour les éventuels services en ligne qu'il met en œuvre pour l'exécution de ses obligations contractuelles ;
- ◆ il s'engage également à ne pas dupliquer, ni copier, ni reproduire de quelque manière que ce soit les documents qui contiennent des informations confidentielles sans l'accord préalable et écrit de l'Acheteur.

Le Titulaire est relevé de ces engagements vis-à-vis de toute information confidentielle :

- entrée dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- dont la divulgation à un tiers a été autorisée par l'Acheteur, par un écrit adressé spécifiquement au Titulaire ;
- que la loi ou la réglementation fait obligation au Titulaire de communiquer.

Le Titulaire garantit le respect de cette obligation de confidentialité tant par ses dirigeants que par ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels, et tout autre tiers participant à un titre quelconque à l'exécution des prestations ou à la réalisation des Livrables, tels que définis dans le présent accord-cadre / du marché subséquent, auxquels il aurait été autorisé par l'Acheteur à communiquer des informations confidentielles, et s'engage à ce titre à conclure avec les sous-traitants ou sous contractants et autres tiers concernés un accord de confidentialité contenant des exigences au moins aussi contraignantes que celles du présent article.

6.5 – Obligation de conseil et de mise en garde

Le Titulaire informe régulièrement le représentant de l'Acheteur de l'avancement de la réalisation des prestations, a minima et le cas échéant dans les conditions fixées dans le CCTP.

Le Titulaire est tenu, à l'égard de l'Acheteur, d'une obligation de conseil renforcée, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances de l'Acheteur, cette obligation devant s'entendre comme une obligation de moyens renforcée. Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du Titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine de prestations objet de l'Accord-cadre / du marché subséquent mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité de l'Acheteur.

A ce titre, le Titulaire s'engage :

- à alerter l'Acheteur sur tout événement, imputable à ce dernier ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par l'Acheteur, dont le Titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution de l'Accord-cadre / du marché subséquent ;
- à contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par l'Acheteur ou une personne désignée par celui-ci afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde l'Acheteur sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations ;
- à faire bénéficier l'Acheteur de ses conseils et de son assistance technique pour tout incident et, en particulier, à intervenir immédiatement à la demande de l'Acheteur et à proposer tout complément, toute variante ou amélioration des prestations et des méthodes et règles adoptées qui lui sembleraient recommandables ou souhaitables ;
- à ne soumettre à l'Acheteur aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicable aux prestations définies au CCAP.

L'Acheteur s'engage à fournir au Titulaire, à titre strictement confidentiel, toutes informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins dans le cadre du présent Accord-cadre / du marché subséquent. D'une manière générale, il s'engage à mettre à la disposition du Titulaire, tous documents et informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

Le Titulaire reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de conseil et de mise en garde, sont susceptibles d'entraîner un préjudice important pour l'Acheteur, tel que notamment une atteinte à sa renommée ou à sa réputation ou la perte de droits exclusifs.

En cas de mise en cause de la responsabilité du Titulaire du fait d'un manquement allégué à son obligation de conseil et de mise en garde, il appartient au Titulaire d'apporter la preuve de l'absence de manquement ou de faute de sa part.

6.6 – Conflit d'intérêt

Les intervenants des titulaires réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, qui est défini comme :

« Une situation dans laquelle un membre de l'équipe proposée se trouve, dans le cadre de ses activités, confronté à des intérêts divergents ou non strictement alignés et dont au moins l'un d'eux pourrait corrompre la motivation à agir sur les autres, ou donner cette impression. Il peut s'agir d'un désalignement entre plusieurs intérêts professionnels ou entre des intérêts personnels et professionnels. Au-delà de la diversité des situations possibles, celles-ci ont en commun l'atteinte portée à l'objectivité de la prise de décision ou dans l'accomplissement des missions. »

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à

approbation de l'administration bénéficiaire). Au-delà des poursuites pénales applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent accord-cadre toute personne (titulaire ou bénéficiaire) ne respectant pas ces règles.

Lors de la remise de son offre, le titulaire a remis une attestation précisant que l'entreprise, personne morale certifiée pour elle et pour les membres de son équipe qu'il n'y pas de situation de conflit d'intérêt.

Ce document devra être réactualisé, si nécessaire en cas de changement de membre de l'équipe.

6.7 – Force majeure

En cas de force majeure, les parties ne peuvent être tenues pour responsables de l'inexécution des obligations qui leur incombent en vertu de l'Accord-cadre / du marché subséquent, et aucune pénalité, astreinte ou indemnisation quelconque ne sera due.

En cas d'évènement ayant le caractère de force majeure, il appartient à la partie empêchée d'exécuter les obligations contractuelles suivantes, sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la survenance de l'évènement :

- de notifier à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception la survenance de l'évènement en justifiant son caractère de force majeure ;
- d'en indiquer la durée prévisible ;
- d'informer l'autre partie des dispositions prises ou qu'elle compte prendre.

L'exécution de l'Accord-cadre / du marché subséquent est alors suspendue pendant la durée dudit cas de force majeure et reprend ensuite son cours.

Si, du fait de l'évènement ayant le caractère de force majeure, la partie concernée est empêchée d'exécuter ses obligations pendant une durée supérieure à deux (2) semaines, l'Acheteur se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre / le marché subséquent, cette stipulation étant exclusive de l'attribution de tout dommage et intérêt de la part de l'Acheteur au Titulaire.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement qualifiés de tels par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaire.

6.8 – Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents

Le Titulaire est autorisé à recourir à des tiers, et notamment à des sous-traitants selon les dispositions des articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique pour l'exécution de parties de l'Accord-cadre / du marché subséquent sous réserve d'en avoir préalablement informé l'Acheteur, et, lorsque les tiers auquel le Titulaire envisage de recourir ont la qualité de sous-traitants au sens de la loi précitée, d'avoir fait accepter ces tiers et agréer leurs conditions de paiement par l'Acheteur.

Il est précisé que la sous-traitance au sens de la Réglementation Protection des Données Applicable, concernant les traitements de données personnelles est régie par l'article « Protection des données à caractère personnel » et l'annexe « Traitement des données personnelles » (RGPD).

Le Titulaire n'est pas autorisé à confier à des tiers l'exécution de l'intégralité de l'Accord-cadre / du marché subséquent.

En cas de recours à des tiers, le Titulaire reste seul et unique responsable à l'égard de l'Acheteur de l'exécution de l'Accord-cadre / du marché subséquent y compris pour les parties dont il n'assure pas lui-même l'exécution.

Le Titulaire s'engage à ce que les tiers auquel il a recours pour l'exécution de l'Accord-cadre / du marché subséquent, en ce compris les sous-traitants, respectent les exigences résultant des documents contractuels, notamment en termes de qualité, de confidentialité, de sécurité et de respect de la législation, et à ce que ces exigences soient reprises, dans des termes au moins aussi contraignants que ceux de l'Accord-cadre / du marché subséquent, dans les contrats qu'il conclut avec ces tiers.

Si le Titulaire entend recourir à un ou plusieurs tiers de nationalité étrangère, il communique préalablement à l'Acheteur une déclaration du ou des tiers concernés, permettant de les identifier clairement et ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution de l'accord-cadre » Prestations de gestion des évènements et services associés pour le Groupe Caisse des Dépôts ». Mes

demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'Accord-cadre et soumises aux modalités du présent cahier des charges. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives l'accord-cadre sont rédigées en français. »

Dans le cas où le ou les tiers concernés ont la qualité de sous-traitant, cette déclaration est communiquée à l'Acheteur avec le formulaire de déclaration de sous-traitance (formulaire Cerfa DC4 spécifique à la CDC) selon les dispositions de l'article 3.6 du CCAG-FCS.

6.9 – Travail clandestin

Le Titulaire s'engage à ce que les personnes affectées à la réalisation des prestations de l'Accord-cadre / du marché subséquent soient régulièrement employés au regard de la législation et en particulier du Code du travail. Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et il reste responsable du respect de celle-ci.

Le Titulaire s'engage également, dans le cas où il aurait l'intention de faire appel, pour la réalisation des prestations de l'Accord-cadre / du marché subséquent, à des salariés de nationalité étrangère, à ce que ces salariés soient lors de leur intervention autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

6.10 – Restitutions des données

Le Titulaire s'engage à l'issue de l'accord-cadre, à restituer les données et tout élément ayant servi à l'élaboration des livrables à l'Acheteur, à ne conserver aucune donnée relative au présent accord-cadre, sauf accord préalable de l'Acheteur et à l'exception des besoins d'archivage légal et réglementaire. La demande de conservation de données issues de l'accord-cadre formulée par le Titulaire à l'Acheteur, devra être justifiée et devra préciser la nature des données concernées.

6.11 – Disponibilité et compétences des intervenants

Le Titulaire affecte à l'exécution des marchés subséquents, des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification et d'expérience nécessaire, en fonction de la nature des prestations, à la bonne réalisation de celles-ci. Le Titulaire s'engage à désigner un interlocuteur unique pour chacun des aspects liés à l'exécution des marchés (administratif, technique et commercial).

Le Titulaire s'engage en outre à ce que ses équipes soient stables pendant toute la durée des prestations. Il s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même interlocuteur, sauf démission ou suspension du contrat de travail de ce dernier.

En particulier, en cas d'indisponibilité temporaire ou permanente d'un interlocuteur (conseiller expert) ou d'un membre de l'équipe dédiée, le Titulaire s'engage à transmettre le nom et le profil (CV) du remplaçant à l'Acheteur concerné sous un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de ladite indisponibilité. Dans le cas où ce profil ne satisfait pas le niveau de compétence et de disponibilité requis, l'Acheteur se réserve la possibilité de récuser l'intervenant et de demander à nouveau au Titulaire la présentation d'un nouveau profil, dans un délai de dix (10) jours ouvrés.

Plus généralement, le Titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement ne perturbent en rien les délais de fourniture des Livrables ni la qualité des prestations. En cas de départ d'un intervenant du Titulaire affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire prendra à ses frais toutes les mesures (telles que recrutement de ressources supplémentaires, mise en place d'une période de recouvrement, formations, etc.) permettant le remplacement de cet intervenant, dans des conditions garantissant la continuité des prestations et le respect par le Titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre à aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que ce soit.

Cet engagement du Titulaire sur la compétence, et le nombre des intervenants ainsi que sur la stabilité des équipes est une obligation essentielle sans laquelle l'Acheteur n'aurait pas contracté. Aussi, le Titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations faisant suite à un changement d'intervenant constituera un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

6.12 – Clause de réexamen

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, il pourra être nécessaire d'augmenter le montant maximum initial en raison de l'incertitude sur les prévisions de consommation et d'événements imprévus nécessitant l'organisation de manifestations supplémentaires.

Ainsi, si des circonstances exceptionnelles ou des besoins non anticipés, tels qu'une évolution dans la gouvernance (notamment un changement de gouvernance) ou l'ajout de profils dans les annexes financières, se présentent, et conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le montant maximum de l'accord-cadre pourra faire l'objet d'une augmentation. Cette clause pourra être déclenchée lorsque le montant consommé aura atteint 80 % du montant maximum de l'accord-cadre.

L'augmentation pourra être effectuée en une ou plusieurs fois, dans la limite de 25 % du montant maximum initial. Chaque demande d'augmentation devra être justifiée par des éléments tangibles et documentés, précisant la nature des circonstances exceptionnelles ou des besoins non anticipés.

Toute modification du montant maximum sera formalisée par voie d'avenant, qui précisera le nouveau montant ainsi que les motifs de l'augmentation.

Article 7 – Prix

7.1 – Caractéristiques des prix de l'accord-cadre

Les prix renseignés par le Titulaire dans la grille de tarifs de l'accord-cadre deviennent les prix plafonds de l'accord-cadre.

Les prix pratiqués dans le cadre des marchés subséquents ne pourront donc en aucun cas dépasser les prix plafonds de l'accord-cadre sous peine de non-conformité de l'offre.

Les prix toutes taxes comprises sont réputés comprendre la réalisation de la totalité des tâches et la fourniture de la totalité des livrables dus par le Titulaire au titre de la prestation concernée, et plus généralement tous les frais et charges nécessaires à une exécution de la prestation concernée conforme aux stipulations contractuelles, y compris les frais professionnels (compris comme les frais de transport, d'hébergement et de restauration du personnel du Titulaire spécifiques à l'exécution de la prestation dans la limite d'un rayon de 200 km entre le lieu d'exécution de la prestation et celui de l'établissement habituel du Titulaire) ainsi que toutes les charges fiscales frappant obligatoirement la prestation, et la cession des droits de propriétés intellectuelle visée à l'article 11.

Les frais d'hôtel, de transport, de restauration, de location de voiture et de péage sont facturés sur la base des coûts réels engagés. L'acheteur se réserve le droit de demander les justificatifs afin de vérifier l'exactitude des prix indiqués dans le devis.

7.2 – Modalités de variation des prix de l'accord-cadre des lots 1 et 4

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres, ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix plafonds sont fermes les deux premières années d'exécution.

Ils sont **révisables une seule fois** à la date d'anniversaire de la 3^{ème} année d'exécution de l'accord-cadre, sur demande écrite du Titulaire ou à l'initiative de l'Acheteur, par application au prix d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

Formule
$C_n = 20,00\% + 80,00\% (I_n/I_o)$

dans laquelle I_o et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement.

- C_n est le coefficient de révision
- I_o est l'index de référence au mois zéro (mois de remise des offres de l'Accord-cadre)
- I_n est l'index de référence correspondant au mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule (date anniversaire de la notification).

Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant la période concernée. Sur demande écrite du titulaire, ils seront communiqués.

L'index de référence I, est l'index SYN Honoraires **SYNTEC** (sociétés assujetties à la TVA) appliqué aux prix :

Index	Prix concernés
SYN	Tous les prix

Lorsque In n'est pas connu à la date à laquelle doit intervenir un paiement, l'Acheteur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur connue de l'indice I.

Le paiement complémentaire, correspondant à la différence entre le montant dû sur la base des prix révisés en fonction de In et le montant du règlement provisoire, intervient au plus tard trois (3) mois après la date à laquelle In est publié.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte de l'Accord-cadre suivant la parution de l'index correspondant.

7.3 – Modalités de variation des prix de l'accord-cadre du lot 2

Les prix issus de la grille tarifaires sont révisables dans les mêmes conditions que le lot n°1.

Les prestations de location d'équipements techniques et audiovisuels sont ajustables par rapport au barème du catalogue d'équipements techniques et audiovisuels du Titulaire applicable à l'ensemble de sa clientèle (prix publics hors taxes).

Le tarif pris en considération est celui qui est en vigueur le jour de l'émission du bon de commande à condition que ce tarif ait été notifié à l'Acheteur (par remise contre récépissé ou par lettre recommandée avec accusé réception postal). En aucun cas un nouveau tarif ne pourra être appliqué sans l'accord exprès de l'Acheteur.

En tout état de cause, ces modifications tarifaires ne pourront représenter plus de 5 % de hausse annuelle. Au cas où la majoration cumulée des tarifs serait supérieure à 5 % par rapport à l'un des prix unitaires initiaux, l'Acheteur pourra prononcer la résiliation d'office sans indemnité pour le Titulaire.

7.4 – Modalités de variation des prix de l'accord-cadre du lot 3

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché selon l'évolution annuelle de la Convention collective nationale du personnel des prestataires de services dans le domaine du secteur tertiaire du 13 août 1999 (n° 3301). Etendue par arrêté du 21 mai 2021 portant extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du personnel des prestataires de services dans le domaine du secteur tertiaire (n° 2098) - (JORF n°0128 du 4 juin 2021), selon la formule :

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

dans laquelle I₀ et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n.

Les prix du marché seront révisés à l'issue de chaque période de validité. Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période de validité. Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant la période de validité concernée.

L'index de référence I, l'indice général des salaires (basé sur le SMIC) tel que validé par l'avenant à la convention collective nationale des prestataires de service n°3301 (numéro IDCC 2098).

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

7.5 – Caractéristiques des prix des marchés subséquents issus des lots 1, 2 et 4

Les caractéristiques des prix des prestations seront déterminées par les marchés subséquents.

Les prestations faisant l'objet de chaque marché subséquent sont réglées, soit à prix unitaires, soit à prix global et forfaitaire dont le détail est donné dans la décomposition du prix global et forfaitaire, soit à prix mixtes conformément à l'annexe financière.

Dans tous les cas, les prix des marchés subséquents sont réputés comprendre la réalisation de la totalité des tâches et la fourniture de la totalité des Livrables dus par le Titulaire au titre du Marché, et plus généralement tous les frais et charges nécessaires à une exécution des prestations conforme aux stipulations contractuelles, y compris les frais professionnels (compris comme les frais de transport, d'hébergement et de restauration du personnel du Titulaire spécifiques à l'exécution du Marché dans la limite d'un rayon de 200 km entre le lieu d'exécution de la prestation et celui de l'établissement habituel du Titulaire), ainsi que toutes les charges fiscales frappant obligatoirement la prestation, ainsi que la cession des droits de propriété intellectuelle prévue dans le présent CCAP.

Les prix des Marchés subséquents sont fermes et définitifs.

Les prix des marchés subséquents sont réputés établis sur la base des conditions économiques déterminées par chacun desdits marchés subséquents, ou, à défaut d'indication dans le marché subséquent, des conditions économiques en vigueur à la date de signature par le Titulaire de son offre pour le marché subséquent concerné. Le mois pris en compte pour la détermination des conditions économiques de référence est appelé « mois zéro ».

Article 8 – Modalités de règlement des comptes

8.1 – Avance

Le présent article déroge aux stipulations de l'article 11.1 du CCAG-FCS. Il est spécifié qu'aucune avance ne sera versée.

8.2 – Garanties Financières

Il n'est pas exigé du Titulaire qu'il produise une garantie financière pour l'exécution de l'Accord-cadre.

8.3 – Acomptes et paiement partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Les marchés subséquents peuvent définir les modalités de versement d'acomptes.

Pour chaque bon de commande, le montant des prestations commandées est réglé après vérification et admission du ou des livrables dus au titre de la prestation prononcée dans les conditions définies au présent CCAP et au CCTP et sur présentation d'une demande de paiement (facture) par le titulaire.

8.4 – Présentation des demandes de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront transmises obligatoirement sous forme électronique, conformément à l'article 11.8 du CCAG-FCS portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du contrat ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;

- la désignation de l'organisme débiteur
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution de l'accord-cadre, le montant correspondant à la période en cause;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations de l'accord-cadre, hors TVA
- le taux et le montant de la TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre.
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

Les demandes de paiement devront indiquer impérativement le numéro de commande de l'Acheteur. A défaut, elles ne pourront pas être traitées.

De plus, chaque facture devra obligatoirement, comporter les coordonnées bancaires au format IBAN.

Pour CDC Informatique, les factures seront adressées de préférence par mail (icdc.fournisseurs@caissedesdepots.fr) au Client ou à défaut par courrier postal à l'adresse suivante :

**CDC Informatique - Etablissement DG
DAF Comptabilité Fournisseurs
4, Rue Berthollet
94110 ARCUEIL**

Pour la CDC, le libellé de facturation doit être le suivant :

Caisse des Dépôts et Consignations
DEOFF2-Plateforme d'exécution des dépenses
56 rue de Lille
75356 PARIS 07 SP

Facturation électronique – Caisse des Dépôts et Consignation seulement :

Le dépôt et la transmission des factures sont effectués exclusivement de manière électronique sur le Portail SY de Cegedim (fichier PDF natif, pas de scan).

Les factures transmises par tout autre moyen (courrier postal, transmission par courriel, ...) seront rejetées (obligation de facturation électronique depuis le 1er janvier 2020).

Pour l'accès au portail SY le Titulaire reçoit ses codes d'accès sur l'adresse mail contact déclarée sur la plateforme Provigis lors de l'attribution de l'accord-cadre. Si vous ne recevez pas vos codes d'accès, merci de vous adresser à l'adresse électronique suivante : assistance-sy@caissedesdepots.fr.

Le portail SY permet de consulter le statut des factures après intégration par la Caisse des Dépôts jusqu'au paiement.

Le mode opératoire « Facturez plus facilement la Caisse des Dépôts, recevez plus rapidement vos règlements » ainsi que le « Portail SY – Les bonnes pratiques à adopter » sont détaillés en annexe, et à transmettre à votre service facturation.

8.5 – Délai global de paiement

Les sommes dues au Titulaire, seront payées dans un délai global de **trente (30) jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement par l'Acheteur ou toute autre personne habilitée par l'Accord-cadre à cet effet.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant et le délai de paiement sont déterminés en application des articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

8.6 – Paiement des cotraitants

En cas de cotraitance :

- En cas de Groupement conjoint, chaque membre du Groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de Groupement solidaire, le paiement peut être soit effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du Groupement ou du mandataire, soit réparti entre les membres du Groupement, selon les stipulations prévues à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.7 – Paiement des sous-traitants

Le Titulaire peut recourir à des sous-traitants pour l'exécution de prestations de l'Accord-cadre, à condition d'avoir préalablement obtenu de l'Acheteur soit avant la notification de l'Accord-cadre, soit en cours d'exécution de l'Accord-cadre, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les modalités de paiement des sous-traitants sont les suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'Acheteur au Titulaire de l'Accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.
- Le Titulaire a 15 (quinze) jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et l'Acheteur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'Acheteur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- L'Acheteur adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par l'Acheteur de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze (15) jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'Acheteur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- L'Acheteur informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Article 9 – Constatation de l'exécution des prestations

Les livrables sont adressés dans les conditions et modalités précisées dans les marchés subséquents.

9.1 – Vérifications

Sauf dispositions contraires prévues au sein des marchés subséquents, par dérogation à l'article 26 du CCAG-FCS, à la remise de chaque livrable dû au titre du présent Accord-cadre, l'Acheteur procède, dans un délai **de cinq (5) jours ouvrés** à compter de leur livraison, à la vérification du livrable remis.

Dans ce cadre, il vérifie que :

- le livrable remis est complet et conforme aux exigences contractuelles ;
- il présente le niveau de qualité que l'Acheteur est en droit d'attendre au titre de l'Accord-cadre ou du marché subséquent et est conforme aux pratiques et règles en vigueur dans le secteur professionnel concerné.

9.2 - Décision après vérification

Par dérogation à l'article 27 du CCAG-FCS, aucune validation tacite des livrables remis par le Titulaire ne peut intervenir dans le cadre de l'exécution du présent Accord-cadre.

Dès lors que i) les Livrables sont conformes aux stipulations de l'Accord-cadre et ii) que la prestation commandée à laquelle se rapporte le(s) Livable(s) ont été exécutées conformément aux Documents Contractuels, l'Acheteur procède à l'admission des prestations. Si les Livrables ou l'exécution des prestations ne sont pas conformes aux stipulations des Documents Contractuels, l'Acheteur informe le Titulaire de l'ajournement de la réception ou du rejet des prestations, en indiquant les motifs de cette décision.

En cas de rejet ou d'ajournement, si les défauts constatés affectent le(s) Livable(s) remis, le Titulaire s'engage à procéder aux corrections nécessaires dans un délai de **cinq (5) jours ouvrés** à compter de la réception de la décision d'ajournement ou de rejet transmise par l'Acheteur.

En cas de nouveau refus de validation par l'Acheteur, ou en l'absence de correction du Titulaire dans le délai prévu ci-dessus, ou si les défauts constatés affectent l'exécution de la prestation et sont insusceptibles de correction, l'Acheteur peut :

- soit notifier une décision d'admission avec réserve des prestations et appliquer sur le prix des prestations concernées, par simple notification écrite, une réfaction proportionnelle aux imperfections constatées qui pourra, à la convenance de l'Acheteur, être directement imputée sur les sommes restant dues au Titulaire ou faire l'objet d'une facturation audit Titulaire ;
- soit rejeter définitivement la prestation, auquel cas le paiement de celle-ci ne sera pas dû, et le cas échéant, résilier le marché subséquent ou l'Accord-cadre de plein droit par lettre recommandée avec avis de réception pour manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, dans les conditions prévues à l'article 29 et suivants du CCAG-FCS, sans préjudice de l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

Toutes autres stipulations du CCAG-FCS relatives à la constatation de l'exécution des prestations sont applicables dès lors qu'elles n'entrent pas en contradiction avec les stipulations du présent article.

Article 10 – Pénalités

Les stipulations du présent article dérogent à l'article 14 du CCAG-FCS.

10.1 – Conditions générales d'application des pénalités

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Sauf stipulation contraires des documents contractuels ou différente dans la fiche de mission du marché subséquent, les pénalités prévues au présent article sont appliquées dans les conditions suivantes pour tous les Marchés subséquents.

Les pénalités peuvent être cumulées. Toutefois, le montant des pénalités appliquées au Titulaire au cours d'exécution de l'Accord-cadre, hors pénalités appliquées au titre des articles 10.3 à 10.8 du présent CCAP, ne peut pas être supérieur à **50 % du montant cumulé HT des prestations globales et forfaitaires du marché subséquent stipulé dans les Documents Contractuels OU du montant cumulé HT des prestations forfaitaires du Marché et des bons de commande émis en exécution du marché OU du montant HT des bons de commande émis en exécution des marchés subséquent OU du montant HT des bons de commande émis en exécution des accords-cadres.**

Dans le cas où le plafond de pénalité mentionné à l'alinéa précédent est atteint, l'Acheteur peut procéder par courrier recommandé, à la résiliation de plein droit de l'Accord-cadre pour manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, dans les conditions prévues à l'article 41 « Résiliation pour faute du Titulaire » du CCAG-FCS.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités. De même, la non-réclamation ou la non-facturation des pénalités ne peut être interprétée comme une renonciation de l'Acheteur à appliquer ces dernières.

Nonobstant l'application des pénalités, l'Acheteur se réserve le droit de demander des dommages et intérêts à titre d'indemnisation du préjudice subi résultant du manquement contractuel constaté.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard à raison de leur montant.

10.2 – Pénalités de retard des prestations

Sauf stipulation différente dans la fiche de mission du marché subséquent et par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le Titulaire encourt, en cas de retard d'exécution d'une prestation, de livraison d'un Livrable ou de correction d'un livrable, et plus généralement à chaque fois qu'un délai contractuel d'exécution est dépassé, une pénalité dont le montant est calculé comme suit :

$$P = V \times R / 100$$

Dans laquelle :

- P correspond au montant de la pénalité appliquée ;
- V correspond au prix HT, tel que stipulé dans les Documents Contractuels, de la prestation affectée du retard, ou en exécution de laquelle est dû le Livrable affecté du retard ;
- R correspond au nombre de jours calendaires de retard dans l'exécution de la prestation, la livraison ou la correction du Livrable.

10.3 – Pénalités pour non-respect des clauses des CCTP

En cas de manquement du titulaire à l'une des obligations suivantes :

- La non-fourniture des profils de compétences et d'expérience conformes à ceux spécifiés dans son offre initiale et détaillés dans le mémoire technique en réponse au marché subséquent,
- La non-fourniture d'hôtesse bilingues,
- La présentation d'hôtesse dont les tenues ne sont pas conformes aux exigences stipulées,
- La modification de l'équipe en charge du projet sans en informer préalablement l'Acheteur,

une pénalité de **trois cents euros (300 €)** par jour de non-conformité aux clauses du CCTP sera appliquée. Cette pénalité sera effective dès le premier jour de constatation du non-respect desdites clauses.

10.4 – Pénalité pour retard dans la transmission du devis

Dans le cas où le titulaire ne soumet pas son devis dans les délais impartis à plus de **trois reprises**, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer une indemnité forfaitaire de **200 euros HT** pour chaque retard supplémentaire dans la transmission du devis.

10.5 – Pénalité pour incapacité à répondre à des marchés subséquents

Dans le cas où un titulaire ne serait pas en mesure de répondre à trois sollicitations de marchés subséquents de l'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3 du présent C.C.A.P., l'acheteur se réserve le droit d'appliquer une indemnité forfaitaire de 200 euros HT pour chaque nouvelle sollicitation à laquelle le titulaire ne peut pas répondre.

10.6 – Pénalité pour réponse à une sollicitation hors périmètre du CCTP

Pour le lot 1, dans le cas où un titulaire exécute des prestations en réponse à plus de **3 sollicitations hors périmètre du CCTP**, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer une indemnité forfaitaire de **200 euros HT** pour chaque prestation exécutée en dehors du périmètre du CCTP.

10.7 – Pénalité pour non-respect de la législation du travail

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-1, L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal à **10 %** du montant global et forfaitaire TTC du marché subséquent concerné ou du montant cumulé TTC des prestations forfaitaires du Marché et des bons de commande ou du montant TTC des bons de commande émis par l'Acheteur à la date à laquelle l'Acheteur a eu connaissance de l'infraction commise et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail..

Ces pénalités ne sont mises en œuvre qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de se conformer à ses obligations contractuelles ou de présenter ses observations, dans un délai fixé par l'Acheteur.

10.8 – Pénalités pour non-respect des obligations environnementales

En cas de retard dans la communication des éléments demandés à l'article 15.5 du présent CCAP, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est de 100 euros par jour de retard, selon le délai de référence.

Article 11 – Droit de propriété intellectuelle

11.1 - Propriété des éléments de l'Acheteur

Le présent accord-cadre n'emporte aucune cession ou concession, à quelque titre que ce soit des droits de propriété intellectuelle de l'Acheteur, notamment marques, logos et signes distinctifs au profit du titulaire.

Les rapports, documents, données, fichiers et/ou informations ou encore outils/logiciels/interfaces que l'Acheteur met à la disposition du Titulaire pour l'exécution du présent accord-cadre sont et restent la propriété exclusive de l'Acheteur.

Le titulaire s'interdit de porter atteinte directement ou indirectement aux droits de propriété intellectuelle de l'Acheteur, et notamment s'interdit d'exploiter de quelque manière que ce soit autre que pour les besoins d'exécution des prestations, les rapports, informations, données ou fichiers et/ou documents, outils, logiciels, interfaces, qui auront été mis à sa disposition dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage par ailleurs à ne faire aucune référence à l'Acheteur et à ne lui attribuer aucune déclaration ou information, notamment par voie de presse, sans avoir obtenu l'accord préalable et écrit de l'Acheteur.

11.2 - Propriété des résultats et livrables

Le titulaire cède à l'Acheteur, à titre exclusif, en contrepartie du prix versé au titre de l'accord-cadre, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents aux livrables, qui sont réalisés par le titulaire, et ce, au fur et à mesure de leur réalisation, à savoir :

- Le droit de reproduction, incluant le droit de fixer, numériser, éditer, en tout ou partie, des Livrables, sans limitation du nombre d'exemplaires, sur tout support, actuel ou futur, connu ou inconnu au jour de notification de l'accord-cadre, et notamment supports papier, supports magnétiques, optiques, numériques, informatiques, télématiques, électroniques, pellicules, vidéo cassettes, CD-ROM, DVD ;
- Le droit de représentation, en tout ou partie, des Livrables, incluant le droit de diffuser ou de faire diffuser à destination de tout public, par tout moyen, actuel ou futur, connu ou inconnu au jour de notification de l'accord-cadre, et tels que notamment câble, satellite, voie hertzienne, réseau de toute nature et notamment réseaux internes ou externes de type Internet, intranets, télévision numérique et/ou interactive ;
- le droit d'adapter, de traduire en toute langue, d'arranger, de numériser, retoucher, couper, et /ou de modifier, les Livrables, en tout ou partie, de les assembler et/ou de les intégrer dans toute autre prestation ou création intellectuelle, sous tout support et par tout moyen connu ou inconnu à ce jour, actuel ou futur et notamment, sur supports papier, supports magnétiques, optiques, numériques, informatiques, télématiques, électroniques, pellicules, ou tout autre support ;
- le droit d'exploiter les droits visés ci-dessus à titre onéreux ou non, en tout ou partie, notamment via des cessions, licences ou tout type de contrats, à titre exclusif ou non ;
- le droit de diffuser, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support connus ou inconnus au jour de la signature du présent accord-cadre, notamment la diffusion en direct ou en différé par câble ou par satellite, par réseaux de télécommunications internes ou externes ;
- le droit de distribuer, via la mise sur l'accord-cadre à titre onéreux ou gratuit, en tout ou partie, par tout procédé ou sur tout support, connu ou inconnu à ce jour, et ce, quelle qu'en soit la destination, pour tout public, sans limitation.

La présente cession porte sur les droits de propriété intellectuelle afférents à l'ensemble des Livrables, dans toutes leurs versions, qu'ils soient achevés ou inachevés.

A ce titre, il est expressément précisé que, en vertu de la présente cession, le Titulaire ne peut s'opposer à la reprise et l'adaptation des résultats des prestations et Livrables, en cas de résiliation anticipée de l'accord-cadre ou d'un marché subséquent du fait d'une défaillance du Titulaire, telle que visée au titre de l'article relatif à la résiliation.

La présente cession est effectuée pour la durée de protection légale des droits de propriété intellectuelle y afférent, quelles que soient les causes de cessation de l'accord-cadre ou du marché subséquent, pour la France entière et s'agissant des droits requis pour la diffusion par Internet et intranet, pour le monde entier.

Le prix de la cession est inclus dans le prix des prestations objet de l'accord-cadre et des marchés subséquents.

Le Titulaire reste propriétaire de toutes les méthodes, savoir-faire, outils et éléments logiciels qui lui sont propres acquis préalablement à la conclusion de l'Accord-cadre et des marchés subséquents ou indépendamment de celui-ci.

Article 12 – Responsabilités et Assurances

12.1 – Responsabilité contractuelle du Titulaire

Le Titulaire est responsable, conformément au droit commun, de tout manquement à ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre. Il est seul responsable dans les conditions de droit commun, de tout manquement ou de toute défaillance de son sous-traitant et se porte fort du respect de l'ensemble des obligations par son sous-traitant.

En cas d'impossibilité de son sous-traitant d'assurer le respect des obligations et la continuité du service, le Titulaire s'engage, à ses frais et risques, à assurer par tous moyens la poursuite du service notamment par le recours à un tiers fournissant un service similaire.

Le Titulaire déclare disposer d'une police d'assurance Responsabilité civile professionnelle couvrant tous les dommages immatériels susceptibles d'être causés à l'Acheteur.

D'un commun accord, les Parties conviennent que la responsabilité du Titulaire pourra être engagée pour les conséquences des **dommages directs** causés à l'Acheteur du fait d'un manquement quelconque du Titulaire à ses obligations contractuelles, frais de remplacement de matériels ou de logiciels, l'atteinte à la renommée de l'Acheteur, les pertes d'investissements ou de chance, les pertes de données de l'Acheteur étant notamment considérés comme des dommages directs.

Au cas où la responsabilité du titulaire serait engagée en cas de manquements à ses obligations contractuelles, l'Acheteur sera en droit d'obtenir réparation des préjudices en résultant, quel que soit le fondement, dans la limite, sauf faute lourde ou dolosive, d'une fois et demie le montant des sommes versées par l'Acheteur au titulaire dans le cadre du présent accord-cadre.

Toutefois, le plafond susvisé ne s'applique pas :

- en cas de manquement du Titulaire à ses obligations légales ou contractuelles telles que visées en annexe « sous-traitance de traitement de données à caractère personnel », en qualité de sous-traitant au sens de la réglementation et législation applicable en matière de données à caractère personnel ;
- en cas de manquement à une obligation essentielle d'un marché subséquent ou de l'Accord Cadre ;
- en cas de faute lourde ou dolosive du Titulaire.

Les Parties ne pourront pas voir leur responsabilité engagée au titre des préjudices indirects au sens des dispositions de l'article 1231-4 du Code Civil.

12.2 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout Titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la notification de l'Accord-cadre et ainsi que tous les ans jusqu'à la fin d'exécution de l'Accord-cadre avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de sa responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle lui incombant en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, et garantissant les conséquences de toutes fautes ou dommages pouvant être causés à l'Acheteur et/ou son personnel dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre.

Le Titulaire doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Il devra également fournir une nouvelle attestation conforme aux dispositions ci-avant à chaque reconduction de l'accord-cadre.

Les montants de garantie prévus dans les polices d'assurances sont considérés comme des minima et ne peuvent en aucun cas constituer une limite à la responsabilité du Titulaire, ni être considérés comme un accord de l'Acheteur pour substituer sa responsabilité financière au-delà des montants prévus.

Le Titulaire devra en conséquence transmettre une copie de son attestation d'assurance précisant qu'il est à jour du paiement de ses primes sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux.

En cours d'exécution de l'Accord-cadre, cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes de la police, le Titulaire de l'Accord-cadre s'engage à en informer l'Acheteur, à la même adresse, dans un délai **d'un (1) mois**. L'Acheteur se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre s'il juge la nouvelle police insuffisante.

À tout moment durant l'exécution des prestations, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Article 13 – Résiliation de l'Accord-cadre

13.1 – Conditions de résiliation de l'Accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 42 du CCAG-F.C.S.

Outre les cas visés à l'article 38 du CCAG-F.C.S, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du Titulaire :

- a) en cas de décision répétée de rejet prise par l'Acheteur en application de l'article 9 du présent document ou de rejet définitif d'une prestation suite à deux aller-retours entre les Parties;
- b) en cas d'atteinte des plafonds de pénalités stipulés à l'article 9 du CCAP ;
- c) en cas d'insuffisance de la police d'assurance du Titulaire ;
- d) en cas de non-respect par le Titulaire de l'obligation de communication de documents prévue à l'article 15.4 du présent CCAP ;
- e) en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique.

Dans tous ces cas, sauf cas prévu au d), la résiliation ne peut être prononcée qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de faire valoir ses observations.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-F.C.S, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par l'Acheteur, le Titulaire ne perçoit aucune indemnisation, sous réserve des frais et investissements engagés pour exécuter spécifiquement les prestations prévues au présent accord-cadre, sur justificatif dûment fourni par le Titulaire.

L'Acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire :

- soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard,
- soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du Titulaire, le temps de la remise en concurrence.

13.2 – Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation applicables aux marchés subséquents sont celles définies aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

Les éléments indiqués à l'article 13.1 ci-dessus peuvent également justifier la résiliation des marchés subséquents.

En cas de résiliation d'un marché subséquent pour motif d'intérêt général par l'Acheteur, si ce marché est un marché forfaitaire, le Titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant forfaitaire initial ou minimum hors TVA dudit marché subséquent, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %. Cependant, en cas de résiliation par l'Acheteur d'un marché subséquent à bons de commande, sur le fondement de l'article 42 du CCAG-FCS pour motif d'intérêt général, le Titulaire ne percevra aucune indemnisation par dérogation à ce même article.

Par ailleurs, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 82545 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat est résilié aux torts du Titulaire.

L'Acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du Titulaire.

13.3 – Conditions en cas de redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'Acheteur par le Titulaire de l'Accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'Accord-cadre.

L'Acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'Accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'Accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'Accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

Article 14 – Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy (75004 Paris) est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Pour information, le numéro de TVA intracommunautaire de la CDC est le : FR 77 180 020 026.

Article 15 – Clauses complémentaires

15.1 – Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT

L'Acheteur est, aux termes de l'article L. 561-2, 1° du Code Monétaire et Financier (CMF), assujetti aux obligations de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT). La Caisse des Dépôts relève, dans ce domaine, du contrôle direct de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), conformément à l'article L. 561-36 du CMF.

Le Titulaire est informé que l'Acheteur, dans le cadre de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, est soumis à des obligations de vigilance, de contrôle et de déclaration.

En application de ladite réglementation, l'Acheteur peut être tenu, notamment, de fournir aux autorités de contrôle les documents relatifs à l'identité de ses cocontractants ainsi que, le cas échéant, les caractéristiques des opérations effectuées par ces derniers.

15.2 – Information sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur

L'Acheteur est doté d'un Code de déontologie édictant des principes et des règles de déontologie et de bonne conduite et le tient à disposition du Titulaire. À titre informatif, le Titulaire peut communiquer à l'Acheteur tout document faitier (code, charte, etc.) propre à son organisation interne dans ce domaine.

Le Titulaire informe ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels que les agents de l'Acheteur ne sont pas autorisés à recevoir des cadeaux ou avantages de la part de tiers, y compris lorsqu'ils sont offerts en guise de remerciements ou en tant que simple usage de courtoisie.

En outre, conformément aux dispositions du Code de déontologie, les prestataires intervenant pour le compte de l'Etablissement public disposent de la faculté d'exercer un droit d'alerte auprès du Déontologue du Groupe CDC. Les conditions de l'exercice de ce droit d'alerte sont précisées dans une procédure spécifique tenue à disposition du Titulaire.

15.3 – Information du Titulaire s’agissant de la lutte contre la corruption

L’Acheteur met en œuvre une politique de lutte contre la corruption et le trafic d’influence par le déploiement de dispositifs visant à conduire ses activités dans le strict respect de la réglementation.

Dans le cadre de l’exécution du présent Accord-cadre, il est attendu du Titulaire qu’il respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et les manquements à la probité et notamment les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dès lors qu’il est y est assujéti.

15.4 – Régularité administrative du Titulaire

Les documents à produire par le Titulaire sont à remettre sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux. Le service de dépôt de documents est gratuit.

Le Titulaire produira ainsi **tous les six mois jusqu’à la fin de l’exécution de l’Accord-cadre** :

1) Les pièces prévues aux articles D. 8222-5, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (si cocontractant établi ou domicilié à l’étranger) du Code du travail :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l’article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l’organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s’assure de l’authenticité auprès de l’organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale : **attestation URSSAF**.

- Lorsque l’immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu’il s’agit d’une profession réglementée, un **justificatif d’immatriculation** qui pourra être l’un des documents suivants :

- a) Un extrait de l’inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d’identification justifiant de l’inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu’y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l’adresse complète et le numéro d’immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d’un ordre professionnel, ou la référence de l’agrément délivré par l’autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d’un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d’inscription.

2) Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et en application des articles L.8254-1 et D.8254-2 à 5 du Code du travail, le document suivant est également à produire :

- **La liste nominative des salariés étrangers** employés par le candidat et **soumis à autorisation de travail** mentionnée à l’article L.5221-2^o du Code du travail (ou attestation sur l’honneur en cas de non-emploi). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d’embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d’ordre du titre valant autorisation de travail.

Le Titulaire établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d’origine. Lorsqu’un tel certificat n’est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n’existe pas, par une déclaration solennelle faite par l’intéressé devant l’autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d’une traduction en français.

Chacun des certificats précités pourra faire l’objet d’équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d’origine.

15.5 – Prise en compte des préoccupations environnementales

La Caisse des dépôts exige que le Titulaire s’engage en particulier à respecter les obligations suivantes :

- **Mesurer régulièrement les émissions de gaz à effet de serre résultant de ses activités et mettre en œuvre des mesures visant à les limiter**
- De manière générale, réduire son impact sur l’environnement (y compris sur le volet biodiversité).

Le Titulaire communique annuellement à la Caisse des Dépôts, les émissions de gaz à effet de serre occasionnées par les prestations réalisées pour le compte de cette dernière dans le cadre du présent accord-cadre.

A défaut, le Prestataire communique :

- le volume total de ses émissions de gaz à effet de serre :
 - de préférence, si disponible, le dernier Bilan carbone® réalisé, assorti d'une notice méthodologique présentant les postes d'émission pris en considération
 - subsidiairement, lorsqu'il y est soumis, son dernier BEGES (bilan des émissions de gaz à effet de serre) réalisé en vertu de l'article L. 229-25 du code de l'environnement,
- le poids des prestations réalisées pour la Caisse des Dépôts, rapporté à l'ensemble de ses activités (en pourcentage), pour l'année du reporting et pour l'année de son dernier bilan des émissions de gaz à effet de serre.

Ces éléments sont communiqués chaque année annuellement à la date anniversaire de l'Accord-cadre.

Par ailleurs, les engagements spécifiques pris par le Titulaire, lors de la remise de son offre pour l'accord-cadre, sur les aspects environnementaux et sociaux en matière de RSE, devront être réalisés dans l'exécution des missions qui lui seront confiées.

Article 16 – Dérogations au CCAG – Fournitures courantes et services.

- L'article 3.5.1 déroge à l'article 13.3 du CCAG-FCS.
- L'article 8.1 déroge à l'article 11.1 du CCAG-FCS.
- L'article 9.1 déroge à l'article 26 du CCAG-FCS.
- L'article 9.2 déroge à l'article 27 du CCAG-FCS.
- L'article 10 déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.
- L'article 13 déroge à l'article 42 du CCAG-FCS.